



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

20/08/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 293 du 20 août 2026

ÉDITO

Dans la chaleur d'un été torride marqué par d'importants feux de forêts mettant crûment en lumière les ravages de la destruction systématique et programmée des services publics, du pouvoir et du patronat, se multiplient les signaux de leur volonté d'aller vite et fort pour imposer davantage d'austérité aux travailleurs. Cette situation n'est pas propre à la France, elle est la même dans les pays de l'Union Européenne et bien au delà. Elle est le reflet d'une crise profonde du mode de production capitaliste dans la valorisation du capital. Cette réalité entraîne des affrontements encore plus vifs dans le système impérialiste conduisant à des guerres et à un réarmement généralisé enrichissant, provisoirement, le capital mais pèse lourd sur les travailleurs et conduit dangereusement vers de nouveaux affrontements militaires. La rentrée ne peut donc pas être plan-plan au risque de laisser la main à nos adversaires de classe. Si les appels à l'action en septembre, se multiplient et cela est la traduction du mécontentement qui monte fort, il y faut un véritable plan de bataille de notre classe et ce n'est malheureusement pas la voie se dessinant au niveau des organisations syndicales. Raison de plus pour mettre la question de la lutte sociale et politique au centre des assemblées de rentrée dans les entreprises et les services.

Sommaire :

Luttes

- ▶ *Haribo à Marseille : la grève suspendue*
- ▶ *Grève chez EasyJet : " Nous repartons avec un goût amer et la volonté de durcir le mouvement "*
- ▶ *Hôpital de Montpellier : la CGT dénonce des conditions de travail dégradées*
- ▶ *Grève : les salariés des boucheries Despi très mobilisés dans la Loire*
- ▶ *Décès de deux vendangeurs en Champagne : la CGT en campagne contre l'exploitation des saisonniers*
- ▶ *Samu social fin de la grève*

Dossiers ; Économie

- ▶ *La Cour des comptes suggère de taxer la voiture électrique*
- ▶ *France : ouvertures et fermetures d'usines, annonces d'investissements un 1^{er} semestre 2026 négatif*
- ▶ *La vie boursière du capitalisme technologique en Chine*
- ▶ *La Chine emboîte le pas des États-Unis dans la précarisation du travail*
- ▶ *L'uranium russe, nécessaire pour les États-Unis*

International ; Solidarité internationaliste

- ▶ *Tahiti : l'hôpital de Taravao Tahiti en souffrance*
- ▶ *Liquidation d'Air Antilles*
- ▶ *Colombie : pacte sur la transformation du marché du travail*
- ▶ *Allemagne : comme en France faire payer les travailleurs*
- ▶ *La répression anticommuniste s'intensifie dans les États turques : liberté pour Aziz Khakimov !*
- ▶ *Ukraine : réhabilitation de collaborateurs fascistes*

Haribo à Marseille : la grève suspendue

Après plus de sept semaines de grève pour une augmentation de salaires sur l'usine marseillaise d'Haribo, la CGT a annoncé suspendre le mouvement. Dans un communiqué¹, la CGT rappelle les raisons du conflit et affirme rester vigilante pour la suite des négociations elle se dit prête à repartir au combat.

Grève chez EasyJet : " Nous repartons avec un goût amer et la volonté de durcir le mouvement "

Le premier mouvement de grève, tenu sur le week-end du 14 et du 15 août, a été « massif » : 70% des effectifs se seraient portés grévistes, entraînant ainsi l'annulation de 100 vols selon la compagnie (180 selon les syndicats). Avec des disparités selon les bases régionales : une trentaine de vols ont, par exemple, été annulés à Lyon, 23 à Roissy-Charles de Gaulle, et cinq à Bordeaux. Les trois syndicats avaient préalablement posé un préavis de grève courant du 7 août au 2 septembre. Le syndicat SNPNC-FO, ne cache pas sa déception, ce lundi 17 août, au sortir d'une réunion entre l'intersyndicale et la réunion d'EasyJet, deuxième compagnie aérienne en France. « Nous repartons avec un goût amer et la volonté de durcir le mouvement ». L'intersyndicale continue de dénoncer une instabilité chronique des plannings : ceux-ci peuvent être modifiés « 50, voire 60 fois par semaine pour certains personnels », entraînant d'une part des difficultés d'organisation personnelle, mais également une difficulté à se conformer « aux réglementations européennes » de repos, dont les PNC sont responsables individuellement. Pour le moment, EasyJet aurait proposé de sécuriser deux jours de planning dans le mois. La proposition se tient toutefois éloignée des revendications du personnel voulant voir l'organisation gelée sept jours à l'avance.

Hôpital de Montpellier : la CGT dénonce des conditions de travail dégradées

Absentéisme, épuisement des équipes, chaleur "jamais vue" : la CGT décrit une situation alarmante, l'hôpital est en souffrance, la direction ne peut plus nier la réalité. Depuis plusieurs mois, les conditions de travail se dégradent de semaine en semaine, l'absentéisme explose, les équipes sont épuisées, les arrêts maladie se multiplient.

Les agents, les soignants, les personnels administratifs, techniques et logistiques et l'encadrement paient aujourd'hui le prix fort d'une gouvernance refusant de regarder la réalité en face. Alors que l'absentéisme flambe, la Direction des ressources humaines regarde ailleurs et affirmant des recrutements réalisés, l'établissement est en situation de plein emploi et le taux d'absentéisme est parmi les plus faibles !

Des déclarations en totale contradiction avec la réalité du terrain : les agents subissent la dégradation des plannings, les rappels sur les repos se multiplient, les remplacements deviennent impossibles et les conditions de prise en charge des patientes et des patients sont fragilisées.

La C.G.T. exige de la Direction qu'elle cesse toute communication déconnectée de la réalité et qu'elle prenne enfin des mesures à la hauteur de la gravité de la situation. Les personnels attendent des actes.

Grève : les salariés des boucheries Despi très mobilisés dans la Loire

L'appel national de la CGT concerne les boucheries Despi des magasins Grand Frais et Mangeons Frais. Dans la Loire, berceau historique du groupe, la CGT avait annoncé un mouvement très suivi à Feurs, Montbrison et Andrézieux-Bouthéon, une mobilisation des salariés à hauteur de 60 % au niveau national, Une grève très suivie dans les rayons boucherie Despi.

Un mouvement dénonçant les conditions de travail et les négociations salariales. « Aujourd'hui, le groupe annonce l'ouverture de 80 magasins en France en 18 mois, alors que l'on alerte depuis longtemps sur le manque d'effectifs dans tous les magasins existants. Ce qui impacte le respect des amplitudes horaires, des temps de pause, des repos hebdomadaires. On voit de plus en plus de salariés, de plus en plus jeunes, connaître des problèmes musculo-squelettiques. ». Autre sujet, les salaires : « Nous avons obtenu 1,2 % pour le collège salariés, en augmentations individuelles », indiquent-ils. Une hausse générale supplémentaire de 1,5 % applicable au 1^{er} septembre aurait ensuite été annoncée par la direction. « Une annonce tardive faite pour casser le mouvement », estiment les délégués syndicaux Le syndicat compare cette évolution à celle du Smic, revalorisé de 1,18 % au 1^{er} janvier, puis de 2,41 % au 1^{er} juin, estimant : le rapprochement des rémunérations entraîne une « dépréciation des qualifications ». La CGT annonce d'autres actions.

Décès de deux vendangeurs en Champagne : la CGT en campagne contre l'exploitation des saisonniers

La caravane des vendanges 2026 de l'Union départementale CGT de la Marne et de l'Intersyndicat CGT du Champagne a été lancée le lundi 17 août. Elle ira à la rencontre des saisonniers pour les informer de leurs droits et intervenir face aux abus. Mais cette vendange particulièrement précoce commence déjà tragiquement : un hébergement indigne a été fermé à Damery et deux vendangeurs sont décédés en l'espace de seulement trois jours, dans un contexte de fortes chaleurs.

selon la CGT : " *Derrière ces drames, il y a des familles, des proches et des collègues plongés dans la douleur. L'Union départementale CGT de la Marne et l'Intersyndicat CGT du Champagne leur adressent leurs pensées et leur soutien. Elles exigent également que toute la lumière soit faite sur les circonstances précises de ces décès. Les fortes chaleurs, les cadences, la fatigue, les horaires, les transports et l'organisation des chantiers peuvent exposer les vendangeurs à des risques considérables. Ces risques ne doivent jamais être considérés comme une fatalité.*"

Le préfet interpellé par la CGT, au lieu de garantir les conditions de travail des salariés, préfère se lancer dans une auto-justification des pouvoirs publics, n'oubliant pas d'attaquer la CGT à laquelle il reproche d'avoir écrit : " *Un vendangeur n'est pas une variable d'ajustement. Un salarié n'est pas une marchandise. Une vie humaine n'a pas de prix.*"

Samu social fin de la grève

Lancée le 23 juin la grève du Samu social a été une des longues grèves de l'été. Cette action a été menée par le personnel du Samu social avec en particulier la CGT. Utopia 56, association d'aide aux migrants et aux sans-abri, était venue apporter son soutien aux familles. Cette grève portait sur les salaires, les conditions de travail et mettait en cause une politique d'austérité rendant impossible l'accueil des familles à la rue. Des dizaines d'entre elles participaient d'ailleurs au mouvement en occupant le parvis de l'établissement. Pour le pouvoir, cela en était trop. Le 13 août la police a délogé les occupants. Ces derniers n'ont pas baissé les bras et occupent maintenant le parvis de la mairie de Paris-centre.

Le 18 août, un protocole de sortie du conflit a été acté. Selon le communiqué de la CGT, il contient : " *des avancées importantes* " portant sur les conditions de travail et son organisation. Le communiqué rappelle : " *La grève s'arrête, pas notre soutien aux personnes à la rue* " et dénonce " *des restrictions budgétaires* ", ainsi que " *la réduction des capacités d'hébergement [et] les remises à la rue* ". La CGT insiste sur le fait que : " *L'Etat et la Ville doivent prendre leurs responsabilités et mettre à l'abri les familles à la rue, de manière locale et pérenne* ".

Dossiers ; Économie.

La Cour des comptes suggère de taxer la voiture électrique

Dans un rapport, encore un : " *Quel avenir pour la fiscalité de l'énergie?* ", la Cour des comptes préconise une redevance de détention. Une taxe de 95 euros par an pour les voitures électriques, cette mesure viserait à compenser la baisse inéluctable des revenus liés aux taxes sur les carburants fossiles permettant à l'État de récolter trois milliards d'euros. Une façon bien étrange d'inciter à la transition énergétique. Le parc automobile français reste encore peu électrifié (environ 4 %) de telles mesures freineront les personnes roulant en thermique, les dissuadant de faire la transition vers le véhicule électrique. L'ensemble des subventions et avantages fiscaux représente un coût global d'environ 17 800 € par véhicule électrique mis en circulation pour les finances publiques estime la Cour des comptes.

France : ouvertures et fermetures d'usines, annonces d'investissements un 1^{er} semestre 2026 négatif

L'Usine Nouvelle publie son bilan exclusif des ouvertures et menaces de fermetures d'usines, et puis des annonces d'investissements pour le premier semestre 2026. La situation se dégrade par rapport à la même période de 2025. En 2025, comme en 2024, la France a fermé plus d'usines qu'elle n'en a ouvertes. Le bulletin de santé de l'industrie française n'est pas très bon au premier semestre 2026. L'Usine Nouvelle ne dit rien concernant les bénéfices du CAC 40 grimpaient de 34% au premier semestre 2026, à 73 milliards d'euros, ni le carnet de commandes de 100 milliards d'euros à l'industrie d'armement française....

La vie boursière du capitalisme technologique en Chine

L'agence de presse chinoise Xinhua a annoncé le 10 août² l'introduction en bourse de l'entreprise Unitree Robotics³ : " *Le fabricant chinois de robots Unitree Robotics a ouvert lundi les souscriptions pour son introduction en bourse sur le marché boursier de l'innovation scientifique et technologique, connu sous le nom du marché STAR de la Bourse de Shanghai, à la suite d'une enquête préliminaire hors ligne sur les prix qui a révélé une forte demande de la part des investisseurs.*

La société, basée à Hangzhou, propose 40,446434 millions d'actions au prix unitaire de 150,80 yuans (environ 22 dollars), ce qui représente 10% de son capital social après l'émission d'actions. L'émission pourrait permettre de lever environ 6,10 milliards de yuans de recettes brutes."

Cette introduction en bourse a été particulièrement remarquée par la presse économique. Ainsi, Boursorama titre à ce propos⁴ : " *Unitree fait une entrée en fanfare à la Bourse de Shanghai : une étape importante pour le secteur chinois de la robotique humanoïde.*"

Boursorama décrit ainsi cette introduction en bourse : *"L'action a clôturé à 845 yuans sur le STAR Market⁵, marché dédié aux technologies, valorisant la société à environ 50 milliards de dollars. Bien qu'elle ait quelque peu perdu de son élan après avoir ouvert à 1 100 yuans, son cours de clôture était supérieur de 460 % à son prix d'introduction en bourse de 150,8 yuans.*

Cette hausse dépasse de loin la progression moyenne de 279 % enregistrée le premier jour par les nouvelles introductions en bourse en Chine depuis le début de l'année." Le journal *Le monde* consacre lui aussi un article important à cette mise en bourse et note : *" Dans un secteur en plein essor mondial, les entreprises de robotique chinoises ont pris une longueur d'avance. Les machines d'Unitree sont devenues le symbole du développement de cette industrie en Chine, soutenue par les politiques gouvernementales et de solides chaînes d'approvisionnement. Le gouvernement chinois a fait de la robotique un secteur stratégique. "*

Unitree est une entreprise capitaliste chinoise dont le capital est toujours, après l'introduction en bourse, détenue à près de 30% par son fondateur Wang Xingxing⁶. Parmi les autres actionnaires, se trouve le groupe Meituan⁷ (environ 9%), c'est un groupe technologique spécialisé dans les services à la demande. Dans les entrées rendues possible par la mise en bourse, se trouve le groupe Deepseek⁸, laboratoire d'IA qui a fait parler de lui en concurrençant les grands groupes US de l'IA. Si Deepseek et Unitree envisagent des projets communs liant IA et robotique, la présence du géant Tencen pourtant très minoritaire dans le capital, c'est apparemment pour se positionner sur le segment IA et plateforme informatique.

Après cette introduction au STAR Market, La composition du capital d'Unitree s'articule aujourd'hui autour de trois blocs majeurs : le fondateur historique, les géants de la tech (dont Meituan) et le grand public flottant. Au fond une histoire du capitalisme assez ordinaire !

La Chine emboîte le pas des États-Unis dans la précarisation du travail

Le Centre de recherche sur les nouvelles formes d'emploi de Chine, un groupe de réflexion [basé à Pékin], estime que le nombre de personnes occupant un emploi flexible — sans contrat à temps plein et à durée indéterminée — passera de 280 millions en 2025 à 320 millions cette année, soit environ 44 % de la population active chinoise. L'économie des petits boulots (*gig economy*) en Chine est devenue un amortisseur crucial pour l'emploi, alors que la crise immobilière fait disparaître des postes dans le secteur de la construction et les industriels réduisent leurs effectifs grâce à l'automatisation et face à la surcapacité. Ce secteur attire de plus en plus de jeunes diplômés et de travailleurs du secteur tertiaire. Yang Zhan, expert en anthropologie culturelle à l'Université polytechnique de Hong Kong, a déclaré : *« Ce phénomène ne se limite plus aux travailleurs migrants ruraux ; il touche désormais la classe moyenne et les diplômés universitaires. De nombreux secteurs qui absorbaient autrefois une main-d'œuvre nombreuse sont en voie de disparition. »* Le taux de chômage en Chine oscille entre 5 % et 6 % depuis une décennie. Le travail à la tâche a contribué à maintenir ces chiffres à un niveau bas, car toute personne travaillant ne serait-ce qu'une heure par semaine est considérée comme occupée. (Reuters, 6 juillet 2026) Le capitalisme chinois se heurte à la même contradiction que celle qui a frappé le capitalisme américain il y a cinquante ans. Une fois l'industrialisation de base achevée, l'accumulation capitaliste ne génère plus un grand nombre d'emplois. La croissance nationale, rappelant le modèle de « Détroit » au début du XX^e siècle, s'effondre pour laisser place à une prospérité réservée à une élite dans quelques villes aux allures de « Silicon Valley ». Le capitalisme entre dans sa phase finale. Ce phénomène résulte d'une mutation du développement des forces productives, laquelle rompt le lien entre l'investissement et le besoin de main-d'œuvre. Certes, de nouveaux emplois voient le jour, mais il s'agit d'emplois précaires, mal rémunérés et sans perspective d'avenir meilleur. Des propagandistes de « gauche » peu rigoureux, partisans du capitalisme chinois, s'empressent de tenter de limiter les dégâts. Ainsi, un certain Immanuel Ness affirme : *« Le socialisme de marché transforme la Chine, faisant passer son économie d'un modèle rural à un modèle urbain, ceci pose des défis majeurs à la fédération syndicale chinoise (ACFTU). La fédération syndicale a habilement remanié ses stratégies de mobilisation pour répondre aux nouvelles réalités matérielles des travailleurs. »* (Argumentaire de l'éditeur pour un livre de Ness) Ah ! Le « socialisme de marché », c'est du capitalisme sous une livrée rouge. Les entreprises continuent d'être gérées dans une optique de profit, ne redistribuant qu'une partie de leurs gains a posteriori. L'histoire du socialisme de marché, de la Yougoslavie d'après-Seconde Guerre mondiale aux coopératives de Mondragon en Espagne, est celle d'une division des salariés entre une poignée de patrons et des rangs de travailleurs exploités. Quant à la fédération syndicale chinoise, celle-ci entre en scène... dès que les travailleurs déclenchent une grève sauvage de leur propre initiative. L'ACFTU et la police interviennent alors, jouant le rôle classique du « bon et du mauvais flic » pour réprimer le mouvement. (La Constitution chinoise garantissait le droit de grève — article 28 de la version de 1975 — mais cette disposition a été supprimée en 1982.)

L'uranium russe, nécessaire pour les États-Unis

Les politiques de Trump et Biden ont montré une volonté d'arrêter les importations d'uranium venant de Russie. Seulement ce dernier représente un quart des besoins des États-Unis en 2025 et elle permet de fournir de l'énergie pour le secteur civil et militaire.

Pour stopper cette dépendance, des interdictions et des sanctions ont été dictées sans réel effet puisque des dérogations sont utilisées dans certains cas par les exploitants. Cette situation atteste d'un marché de l'énergie en crise aux États-Unis proposant une dérégulation du marché et une concurrence avec le gaz de schiste tirant les prix vers le bas.

La Russie de son côté arrive depuis les années 1990 et le traité de non-prolifération nucléaire à développer une stratégie très compétitive pour s'assurer de vendre l'uranium à des coûts très bas et pendant plusieurs années aux pays « acheteurs ».

Les États-Unis tentent de relancer une filière nationale de production avec Biden mais la dépendance des États-Unis n'est pas terminée au vue de l'augmentation des besoins et de l'avancement des projets d'usines d'enrichissement sur le sol américain.

International : Solidarité internationaliste

Tahiti : l'hôpital de Taravao Tahiti en souffrance

6 organisations syndicales prêtes pour un dépôt de préavis de grève générale

La situation à l'hôpital de Taravao est critique. Acquisition d'un scanner, création du SMUR (Service mobile d'urgence et de réanimation) à Taiarapu, les syndicalistes estiment la priorité ailleurs. Le personnel est à bout de souffle. La pénurie est énorme. Les syndicats s'inquiètent. Le syndicat réclame l'amélioration des conditions de travail. "Il est prévu un recrutement de médecin à partir du 1^{er} septembre. Mais nous avons appris qu'il y avait un désistement. dû je pense aux démarches administratives ou aux conditions de travail de prise en charge". "Le personnel est dans un état de fatigue important, essoufflé de la situation, mais ils ne peuvent pas laisser la population du secteur [qui avoisine les 55 000 habitants] dans cet état".

Les six organisations syndicales estimant la santé comme un point crucial poseront un dépôt de grève générale.

Liquidation d'Air Antilles

Le Syndicat national des personnels navigant et commercial demande des comptes et réclame le reclassement des salariés Cinq mois après la disparition de la compagnie aérienne d'Air Antilles, le Syndicat monte au créneau et réclame davantage de transparence sur le sort des 116 salariés. La disparition d'Air Antilles ne peut pas être considérée comme une simple fatalité économique, le syndicat exige des explications sur les décisions stratégiques, financières et organisationnelles ayant conduit à cette situation.

L'organisation syndicale interpelle ainsi les responsables de la gouvernance et les décideurs n'ayant pas pris en compte les alertes répétées formulées par les représentants du personnel et sur les démarches concrètement engagées afin de tenter de préserver l'activité et les emplois. Le coût de la liquidation n'est pas seulement social, il est aussi territorial et stratégique. Air Antilles selon le syndicat, constituant aussi un utile désenclavement de mobilité et de développement économique.

Colombie : pacte sur la transformation du marché du travail

Le syndicat des mineurs colombiens, Sintracarbón, en collaboration avec le gouvernement et plusieurs institutions publiques, a signé un pacte relatif à la transformation du marché du travail et de la production dans les régions minières de La Guajira, Cesar et Magdalena. Cet accord vise à protéger les travailleurs en cas de fermeture de mines, à créer de nouveaux emplois et à donner aux syndicats un rôle à jouer dans la transition énergétique. Ce pacte fait suite à la fermeture des exploitations charbonnières de Prodeco à Cesar en 2021. Prodeco, filiale du groupe agroalimentaire Glencore, a entraîné la perte d'emploi de plus de 3 000 personnes. L'entreprise a pu se retirer du site et réorganiser ses activités internationales, tandis que le chômage, la perte de revenus et la crise régionale ont affecté les mineurs et leurs communautés. Depuis, Sintracarbón et les familles touchées se mobilisent afin d'obtenir du soutien, des formations et de nouveaux emplois. Un premier résultat est un programme de formation ayant permis à 104 anciens mineurs d'acquérir des compétences en génie électrique et en énergie solaire. Le 25 juillet, les participants ont reçu leur certificat professionnel d'ingénieur électricien spécialisé en énergie solaire. Cette formation représente un progrès concret pour les travailleurs participants, mais les chiffres révèlent aussi l'ampleur de la tâche. Sur plus de 3 000 personnes ayant perdu leur emploi, seules 104 ont, à ce jour, achevé le programme. Par ailleurs, les certifications professionnelles ne créent pas automatiquement d'emplois. En l'absence d'investissements industriels, de projets énergétiques publics et d'emplois pérennes, la reconversion professionnelle risque de faire porter aux chômeurs la responsabilité d'une transition fondamentalement déterminée par l'État et le capital minier. Le nouveau pacte implique le ministère du Travail, le ministère des Mines et de l'Énergie, le ministère de l'Environnement, l'organisme de formation SENA

et plusieurs syndicats. Il est également lié à un nouveau cadre pour la fermeture des mines et à une future politique de protection des travailleurs pendant la décarbonation. Ceci est important car la fermeture d'une mine ne se limite pas à l'arrêt des activités d'une entreprise. Elle affecte les sous-traitants, les transports, le commerce, les recettes municipales et l'ensemble de l'économie régionale. Une transition juste ne saurait donc se réduire à de courtes formations après la perte d'emplois. Il est impératif d'entamer les travaux avant la fermeture des mines et d'inclure le financement, la planification de la production et une obligation de rendre des comptes aux entreprises ayant profité de l'extraction. Glencore et les autres multinationales ne doivent pas quitter les régions minières avec les profits, tandis que l'État et les travailleurs doivent financer seuls la reconstruction. Le gouvernement colombien assume une plus grande responsabilité, à travers ce pacte, par rapport aux gouvernements précédents, et la participation des syndicats constitue une avancée majeure. Cependant, la valeur de cet accord dépendra de sa mise en œuvre : du nombre d'emplois réels créés, des salaires et des conditions de travail proposés, et de la garantie d'une production durable au sujet des communautés concernées, plutôt que de projets temporaires.

Allemagne : comme en France faire payer les travailleurs

En Allemagne, main dans la main socialistes et Chrétiens-démocrates s'activent pour faire payer aux travailleurs le réarmement et leur politique en faveur des capitalistes. Ainsi, les coupes budgétaires et la dégradation prévues du système de sécurité sociale allemand pourraient toucher environ huit millions de personnes. Les modifications prévues seraient apportées aux allocations logement, aux allocations de soins, aux allocations parentales, aux allocations familiales, aux allocations d'entretien, aux aides étudiantes et à la santé, modifications déjà préparées ou décidées par le gouvernement de coalition rouge-noir de Friedrich Merz. Parmi les changements les plus importants figurent les projets du gouvernement d'économiser au moins 1,5 milliard d'euros sur les allocations logement en 2027 et deux milliards par an à partir de 2028. Des centaines de milliers de personnes pourraient être concernées. Parallèlement, l'aide de 131 euros par mois destinée aux personnes ayant des besoins de soins mineurs risque de disparaître pour près d'un million de personnes. Pour les familles à faibles revenus, ces changements sont particulièrement concrets. Le gouvernement prévoit de supprimer l'allocation familiale immédiate de 25 euros par mois, ceci affecterait environ 1,5 million d'enfants dans 600 000 foyers. Il est également proposé d'abaisser de 18 à 16 ans l'âge limite pour le versement des pensions alimentaires lorsque l'un des parents ne verse pas.

La répression anticomuniste s'intensifie dans les États turciques : liberté pour Aziz Khakimov !

Déclaration du Conseil politique du Mouvement socialiste du Kazakhstan⁹ concernant l'intensification des persécutions anticomunistes dans les États turciques¹⁰ : En Ouzbékistan, le célèbre blogueur et militant de gauche Aziz Khakimov a été condamné à une peine sévère de 4 ans et 2 mois de prison pour s'être élevé contre la réhabilitation des dirigeants du mouvement des Basmatchis (1918-1944). Son seul « crime » a été de les qualifier de meurtriers et de bourreaux du peuple ! Officiellement, Aziz a été accusé d'« incitation à la haine », au motif qu'il aurait insulté dans ses discours les « héros de la nation » — ceux-là mêmes furent réprimés par les « communistes russes ». A Tachkent, les agissements de centaines de chefs de bandes basmatchis — ayant tué, torturé, incendié, volé du bétail, pillé des trains, perpétré des attentats terroristes et collaboré à diverses époques avec les services de renseignement turcs, britanniques puis nazis — ne sont plus considérés comme des crimes, mais comme une « lutte pour la libération nationale ». La seule charge abandonnée contre Khakimov fut celle, absurde, de « propagande de guerre » liée à l'utilisation d'affiches soviétiques datant de la Grande Guerre patriotique. Toutefois, ce répit pourrait être temporaire, les enquêteurs s'étant focalisés sur la symbolique communiste de ces affiches, alors même que celle-ci n'a pas encore été officiellement interdite dans la république. Pourtant, à maintes reprises, Alisher Kadyrov — vice-président de la Chambre législative de l'Oliy Majlis (le parlement ouzbek) et dirigeant du parti nationaliste « Milliy Tiklanish » (« Renaissance nationale ») — a appelé à l'interdiction de l'idéologie communiste et de la symbolique soviétique. Lui et ses partisans ont également préconisé la suppression de la célébration du Jour de la Victoire et des poursuites pénales pour toute glorification de l'URSS. De fait, au Kazakhstan, des députés du parti Ak Zhol ont proposé d'interdire l'idéologie communiste, bien que le Parti communiste ait été officiellement dissous par une décision de la Cour suprême de la République du Kazakhstan dès 2015. Des propositions similaires ont également été formulées au parlement afin d'interdire les symboles soviétiques et abolir la célébration du Jour de la Victoire. Berik Abdygaliuly, député du Majilis du Parlement de la République du Kazakhstan et membre de la « Commission d'État pour la réhabilitation définitive des victimes de la répression politique », est allé encore plus loin. Il a fait part de son intention d'instaurer des sanctions pénales pour l'offense faite à Mustafa Shokay (Chokay) — inspirateur idéologique et fondateur de la Légion du Turkestan de la Wehrmacht et des unités musulmanes de la SS — « si quelqu'un venait à écrire demain que "Mustafa Shokay est un traître à la solde de l'Allemagne" ». Par conséquent, on ne peut exclure que le Kazakhstan finisse par adopter une telle pratique consistant à condamner les personnes critiquant le processus de réhabilitation des Basmatchis et des membres de la Légion du Turkestan de la

Wehrmacht ; dans l'histoire, d'autant plus de la République du Kazakhstan publiée en sept volumes, l'URSS est déjà présentée comme un État ayant perpétré un génocide à l'encontre du peuple kazakh. L'Ouzbékistan est membre de l'Organisation des États turques, ne l'oublions pas, ceci signifie que cette « pratique répressive » pourrait être adoptée par d'autres membres de l'association. Par ailleurs, il y a moins d'un mois en Azerbaïdjan, les communistes Ibrahim Asadli et Abdullah Ibrahimli ont été condamnés chacun à deux ans de prison, tandis qu'Elchin Bayramli et Mehman Zeynalov ont écopé d'une peine d'un an et demi chacun ; tous ont été sanctionnés pour avoir arboré les drapeaux de l'URSS et de la RSS d'Azerbaïdjan, et les œuvres de Lénine ont été qualifiées de littérature subversive ! De tels procès et peines de prison visant les partisans d'idées socialistes ont pour but d'intimider tous ceux s'opposant aux réformes antisociales, aux privatisations et au transfert de gisements de métaux rares et de terres rares à des entreprises occidentales, et ceux qui condamnent le processus de réhabilitation des individus ayant combattu les armes à la main contre le pouvoir soviétique, tant au sein des républiques qu'aux côtés de l'Allemagne nazie. Nous exigeons la libération immédiate d'Aziz Hakimov, des communistes azerbaïdjanais, puis de tous les blogueurs et journalistes des républiques membres de l'Organisation des États turques condamnés à des peines de prison en raison de leurs opinions !

Ukraine : réhabilitation de collaborateurs fascistes

La réhabilitation de collaborateurs fascistes en Ukraine a franchi une nouvelle étape inquiétante la semaine dernière, lorsque la dépouille d'Yevhen Konovalts, fondateur et premier dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), a été rapatriée des Pays-Bas et accueillie à Kiev avec les honneurs militaires et officiels. La dépouille de Konovalts, exhumée du cimetière de Crooswijk à Rotterdam 88 ans après son assassinat, est arrivée en Ukraine le 13 août.

[1 https://www.facebook.com/p/CGT-Haribo-Marseille-61591513234628/](https://www.facebook.com/p/CGT-Haribo-Marseille-61591513234628/)

[2 https://french.xinhuanet.com/20260810/ee4733d1b2c04e1fbabc0f05ebe04cca/c.html](https://french.xinhuanet.com/20260810/ee4733d1b2c04e1fbabc0f05ebe04cca/c.html)

[3 https://www.unitree.com/](https://www.unitree.com/)

[4 https://www.boursorama.com/bourse/actualites/unitree-fait-une-entree-en-fanfare-a-la-bourse-de-shanghai-une-etape-importante-pour-le-secteur-chinois-de-la-robotique-humanoide-c3e00d86da4798a97ddcdb09387ab87f](https://www.boursorama.com/bourse/actualites/unitree-fait-une-entree-en-fanfare-a-la-bourse-de-shanghai-une-etape-importante-pour-le-secteur-chinois-de-la-robotique-humanoide-c3e00d86da4798a97ddcdb09387ab87f)

[5 https://en.wikipedia.org/wiki/Shanghai_Stock_Exchange_STAR_Market](https://en.wikipedia.org/wiki/Shanghai_Stock_Exchange_STAR_Market)

[6 https://en.wikipedia.org/wiki/Wang_Xingxing](https://en.wikipedia.org/wiki/Wang_Xingxing)

[7 https://fr.wikipedia.org/wiki/Meituan](https://fr.wikipedia.org/wiki/Meituan)

[8 https://fr.wikipedia.org/wiki/DeepSeek](https://fr.wikipedia.org/wiki/DeepSeek)

[9 https://www.idcommunism.com/2026/08/anti-communist-repression-intensifies-across-turkic-states-freedom-for-aziz-khakimov.html#more](https://www.idcommunism.com/2026/08/anti-communist-repression-intensifies-across-turkic-states-freedom-for-aziz-khakimov.html#more)

[10 https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_des_%C3%89tats_turciques](https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_des_%C3%89tats_turciques)

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource

que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement